



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

Site Internet : www.urif-fo.fr

 @ URIFFO

**1^{ER} MAI DE L'URIF FO
PAS DE CONFINEMENT
PAS D'ÉTAT D'URGENCE
PAS DE COUVRE-FEU**



L'URIF FO se prépare activement au 1^{er} Mai 2021

**TOUS ENSEMBLE POUR SE LIBÉRER ET
REVENDIQUER.**

Matin du 1^{er} Mai :

D'abord, le matin de ce 1^{er} Mai, fidèles à nos engagements depuis plus de 20 ans, nous nous rendrons au Mur des Fédérés à 9H30 (Chacun le sait nous ne pouvons être plus de 6 – contrairement aux repas à l'hôtel de Vivienne et dans les églises parisiennes pour les messes de Pâques). Par contre, l'autorisation nous est accordée de



Place Gambetta - 10h00

nous rassembler place Gambetta à 10 heures où le secrétaire général de la Confédération, Yves Veyrier, prendra la parole ainsi que le secrétaire général de l'URIF FO, Gabriel Gaudy.

La mobilisation se poursuit activement et les nombreux retours des secrétaires de syndicats sont encourageants. Il faut poursuivre cette mobilisation qui démontre notre volonté de ne pas accepter que l'état d'urgence soit une véritable arme de guerre contre le syndicalisme.

Tous nos secrétaires de syndicats doivent poursuivre leur engagement pour une mobilisation de combat.



République - 14h00

Après-midi du 1^{er} Mai :

Après différents contacts et une réunion des URIF FO – CGT – FSU – SOLIDAIRES mais également l'UNEF et l'UNL, nous avons pu réaliser un appel commun sur des revendications claires. Cet appel débouche sur une manifestation unitaire qui partira de la place de la République à 14H pour se rendre place de la Nation.

Bien évidemment l'URIF FO doit y prendre toute sa place sur les revendications que nous portons depuis de nombreuses années et plus particulièrement depuis le début de l'épidémie. Elle a contribué à créer la mise en place de dispositifs qui s'attaquent aux libertés individuelles et collectives.

L'état d'urgence "règne" depuis plus d'un an avec ses cortèges de confinement, de couvre-feu, de loi sécurité globale et de répression avec la volonté de voir disparaître des syndicats et notamment le syndicat étudiant UNEF.

Notre 1^{er} Mai sera celui d'une opposition farouche à cette politique et aux retraits de toutes les dispositions qui fichent les militants syndicaux, politiques et associatifs, qui font surveiller les manifestants par des drones, qui ne permettent plus de filmer les mouvements dans les manifestations permettant comme cela était le cas jusqu'à présent d'avoir un droit de recours en cas de blessures ou de violences subies, qui décident d'augmenter considérablement les effectifs des polices municipales et des services de sécurité privée.

Mais c'est aussi la condamnation de l'existence d'un "cabinet noir" nommé Conseil de défense qui décide à lui seul, c'est-à-dire à quelques personnes, sans débat démocratique, de porter atteinte à toutes les libertés, toujours sous couvert de pandémie.

C'EST AUSSI À CELA QUE L'URIF FO S'OPPOSERA LE 1^{ER} MAI 2021

Pour l'URIF FO, le 1^{er} Mai doit être une journée internationale de revendications de la classe ouvrière et ce d'autant plus que nous fêtons le 150^{ème} anniversaire de la Commune de Paris.

L'URIF FO revendique encore et toujours :

- L'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, alors qu'aucune négociation n'existe depuis plus d'un an dans toutes les branches et que les pertes de pouvoir d'achat sont importantes.
- L'arrêt de toute velléité de remettre en cause les 42 régimes de retraites, les régimes spéciaux et le code des pensions civiles et militaires. L'arrêt de la volonté du Président de la République d'imposer un régime universel par point qui a fait la démonstration de son échec dans les pays d'Europe du Nord et des baisses considérables de pouvoir d'achat enregistrées par les retraités de ces pays.
- Le retour à une assurance chômage qui ne s'attaque pas aux droits des salariés se retrouvant au chômage dans ces périodes particulièrement difficiles pour les travailleurs et qui ne conduit pas ces derniers à rejoindre les rangs trop nombreux de ceux qui sont en situation de précarité et de pauvreté.
- La fin des délocalisations affirmée par le gouvernement et qui se poursuivent encore. Il faut relocaliser toutes les activités industrielles en France.
- La pandémie ne doit pas être "l'effet d'aubaine" de la multiplication des plans sociaux et des licenciements dans le même temps où des entreprises qui encaissent les aides continuent à distribuer des dividendes aux actionnaires.

**Pas un licenciement - Pas un plan social
- Des créations d'emplois partout !**

- L'arrêt de la poursuite de la destruction du code du travail avec un patronat qui s'exonère de toutes ses obligations avec le télétravail et les contraintes de plus en plus lourdes qui pèsent sur les salariés.
- La renationalisation de toutes les entreprises publiques qui se sont vues privatisées au cours des dernières années et l'arrêt immédiat de la volonté du pouvoir de poursuivre une politique de suppression de lits, de services, d'hôpitaux et de personnel, alors que tous font cruellement défaut dans la période actuelle et dans les années qui viendront faute d'avoir pu accueillir ceux qui devraient être opérés ou suivis pour d'autres maladies graves que la Covid.
- Mais c'est également l'arrêt de l'ouverture à la concurrence pour la SNCF et la privatisation rampante qui se poursuit.
- C'est la nécessité d'arrêter la casse d'EDF et son projet Hercule de cassure en trois entreprises conduisant à la privatisation - Le ministre de l'économie annonce aujourd'hui cet arrêt et indique qu'il "croise le fer" avec la commission européenne.
- Le Président de la République veut retrouver "la souveraineté" - MENSONGES - on n'appellera plus le projet Hercule mais tout en s'appelant autrement il répondra à la volonté des Allemands de voir disparaître ce concurrent EDF qui leur fait beaucoup d'ombre pour devenir le 1^{er} énergéticien en Europe voire dans le monde.

Chacun l'aura bien compris, les enjeux pour la classe ouvrière sont d'une importance considérable.

L'avenir de nos enfants et petits-enfants vaut bien

UN 1^{ER} MAI COMBATIF, REVENDICATIF

qui démontrera que "Conseil de guerre", oh pardon "Conseil de défense" ou pas, ON N'EN VEUT PAS !

LE 1^{ER} MAI, TOUS ENSEMBLE POUR SE LIBÉRER ET REVENDIQUER.

Paris, le 26 avril 2021